

«L'Union du Sud-Est des Syndicats Agricoles : 1914-1941».

par Gérard GAYET.

(Ce mémoire de maîtrise, présenté en Juin 1972 devant un Jury formé de Melle Christiane Mora et de M. Gilbert Garrier, a valu à son auteur la mention Très Bien).

En 1914, l'Union du Sud-Est a vingt-six d'âge. Elle s'étend

sur dix départements (Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Haute-Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie) et regroupe 120.000 adhérents. En 1941, lorsque l'Union perd sa personnalité pour se fondre dans le moule corporatiste, elle a 300.000 adhérents. Dans cette limite chronologique, qui correspond à l'Entre-deux-guerre (nous sommes partis de 1914, les séries statistiques de 1919 étant faussées par la guerre), l'appareil de l'Union connaît une progression, qui impose de rompre le silence de la recherche rurale sur ce sujet. De cet appareil nous avons essentiellement analysé les aspects syndicaux, économiques et sociaux.

Sur le plan syndical, le pouvoir est au niveau régional détenu par le conseil d'administration, et l'assemblée générale dont il est issu. Mais la personnalité des dirigeants et les habitudes contractées durant la guerre transforment ce système représentatif en un système autocratique où le conseil est omnipotent. Ce conseil utilise pour pénétrer le tissu syndical de base son journal. C'est un mensuel, qui de 1914 à 1926 paraît sous le titre de « Bulletin de l'Union », puis devient « l'Union du Sud-Est ». En 1933, il double sa périodicité et adopte pour titre « l'Agriculteur du Sud-Est ». De 75.000 abonnements en 1920, il atteint dans les années trente 180.000 abonnements. C'est à notre connaissance, le premier organe national d'informations agricoles de l'Entre-deux-guerre. A son objectif premier « rassembler en un précieux recueil les idées, observations dans les associations et les faire circuler... au bénéfice de tous », objectif d'information, l'Union substitue très vite celui de la propagande. L'on assiste à partir de 1928 à une politisation certaine du journal. Celui-ci revêt même, au cours du Front Populaire, les caractères du journal d'opinion. Mais le journal n'est qu'un moyen et les dirigeants de l'Union l'utilisent avec efficacité pour accroître leur audience de base. Alors que les études nationales, telle celle de M. Hubert de Montbron, nous mon-

trent, au sortir de la première guerre mondiale, un syndicalisme agricole local inanimé, l'exemple régional nous montre au contraire de remarquables progrès dans l'implantation locale : 700 syndicats locaux en 1920, 1000 en 1925 ; 1600 en 1930 ; 2000 en 1938.

L'appareil économique est en 1914 très succinct. Deux caisses régionales de crédit mutuel sont chargées de financer à court terme les besoins des adhérents, et le service coopératif sort d'une crise grave. Mais très rapidement le circuit financier s'améliore du fait de sa structure dualiste souple : une caisse régionale de crédit agricole fonctionnant sur avances de l'Etat et une caisse d'économie fonctionnant sur un crédit libre. De 1920 à 1929, ces caisses pratiquent une politique sociale d'aide à la construction et d'aide à l'installation aux petits exploitants. Un grave différend avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole conduit l'Union du Sud-Est à adopter une politique nouvelle, où l'argent s'oriente en presque totalité vers des prêts au producteur. Ce qui fait la force de ce crédit financier, c'est indubitablement, les apports liquides des dirigeants eux-mêmes, qui prêtent aux Caisses de l'Union une partie de leur fortune. Les coopératives sont beaucoup moins prospères, les faillites de coopératives locales d'achat, sans être très nombreuses, existent. Par contre, la coopérative régionale de vente connaît un succès réel. Cette « Union des producteurs et consommateurs », qui a son siège à Lyon, supprime les intermédiaires. Elle achète directement les produits des adhérents et grâce à un solide réseau de correspondants, les revend sur les autres marchés régionaux. En 1931, elle crée des correspondants à Paris, Amiens, Le Havre et elle leur expédie 13852 colis. En 1933, elle atteint Nancy, Strasbourg et Marseille et en 1935, Saint-Etienne, Bordeaux, Caen. Cette année-là, elle envoie 90000 colis.

Le développement des services sociaux est plus accidenté. Cer-

tes sous sa forme traditionnelle, c'est à dire mutualiste, l'appareil social obtient de bons résultats sur toute la période étudiée. En 1927, la Régionale Incendie de l'Union assure 80000 polices (toutes les assurances nationales réunies regroupent alors 400000 polices). Succès identique pour la Régionale Accident, qui, créée en 1925, assure dix ans plus tard 100000 contrats. Mais ce développement n'atteint pas tous les secteurs sociaux. Ainsi l'Union oppose de 1924 à 1928 un refus catégorique aux assurances sociales. Et, malgré des efforts certains pour améliorer l'enseignement rural, la politique pédagogique de l'Union du Sud-Est est un obstacle à un renouveau de l'enseignement agricole. La Charte élaborée par l'Union en 1925, est manifestement conservatrice dans sa texture sociale. L'enseignement n'est jamais vu comme un moyen de réussite individuelle. Son objet est d'améliorer le niveau de chaque catégorie sociale, mais le passage de l'une à l'autre n'est jamais effleuré. Cette orientation conservatrice se corrige dans les années 1930-1934. Le mouvement des « Elites rurales » exige un enseignement nouveau, fondé sur « la compétence et le mérite », et une organisation sociale plus développée, atteignant les assurances sociales agricoles et les allocations familiales.



Tout comme leurs collègues des autres Unions Régionales - Fédération d'Alsace Lorraine, Fédération du Centre-Est, Union du Plateau Central - les dirigeants de l'Union du Sud-Est attribuent à cet énorme appareil administratif une double fonction : représentation et revendication. Ainsi l'Union constitue à l'image des autres Unions, un groupe d'intérêts. Mais elle est plus qu'un simple groupe d'intérêts. C'est là son originalité. Ses dirigeants la dotent d'une troisième fonction : obtenir directement des décisions qui

sont favorables à l'Union et qui sont du ressort des pouvoirs publics. L'Union devient alors un groupe de pression. De 1914 à 1941, l'Union se fait entendre à Paris pour y défendre ses intérêts régionaux spécifiques. Elle utilise son potentiel régional pour faire aboutir ses revendications. Ces dernières sont plus ou moins fortes selon les époques et selon la personnalité des dirigeants. Alors que de 1914 à 1929, l'on assiste à l'élaboration d'un groupe de pression, après 1934, l'Union est dans toute l'acceptation du terme un authentique groupe de pression.

Au sortir de la grande guerre, les dirigeants, aristocrates, grands propriétaires terriens, entendent agir sur les pouvoirs publics, dans un but essentiellement économique. Ils entendent faire lever les multiples taxations qui frappent les produits agricoles régionaux, la défense de ces produits étant selon eux négligés par les associations représentatives au niveau national. Le Président de l'Union, en exercice jusqu'en 1923, Anatole de Fontgalland, n'hésite pas à pénétrer dans les milieux ministériels pour porter ses revendications. L'Union obtient des satisfactions substantielles lorsqu'un ami de Fontgalland, Ricard arrive rue de Varenne. Mais la pression économique prend une nouvelle dimension avec le successeur d'Anatole de Fontgalland, Félix Garcin. Docteur en économie politique, professeur à la faculté Catholique de Droit de Lyon, journaliste au *Nouvelliste* de Lyon et au *Correspondant* de Paris, membre du comité des transports de Chemin de Fer à Paris, il fait partie des milieux politiques lyonnais et parisiens de l'Entre-deux-Guerres. Ses relations lui permettent d'accroître l'audience de l'Union. Le libéralisme qu'il professe est « un libéralisme aménagé », à la Méline. Si, comme son prédécesseur, il lutte contre les taxations des produits agricoles régionaux, son action vise aussi à obtenir du gouvernement, d'une part une aide à l'exportation pour les produits régionaux, et d'autre part une sérieuse limitation des importations. Mais cette pression n'est possible qu'un temps,

l'arrivée au pouvoir du Cartel des Gauches lui est fatale. Devant la mauvaise volonté des pouvoirs publics, l'Union transforme sa méthode. Pour montrer sa représentativité, elle organise des campagnes de souscription, qui sont un franc succès. Mais le glissement à droite en 1926 redonne à l'Union ses interlocuteurs naturels et entraîne une transformation dans la nature de la pression exercée par l'Union. Afin de s'assurer un dialogue permanent avec les pouvoirs publics, l'Union décide de s'engager dans les luttes politiques. Il ne s'agit pas pour les membres du Conseil d'administration de se faire élire, mais de parrainer certains candidats aux législatives. Aux élections de 1928, « l'Agriculteur du Sud-Est » publie le contrat-programme que l'Union exige d'eux. Les candidats de droite que l'Union parraine en 1928, lui sont d'un appui précieux dans la campagne qu'elle orchestre cette même année contre les assurances sociales.

Le groupe de pression semble perdre son pouvoir de 1930 à 1934. Cela paraît d'autant plus surprenant qu'André Tardieu, ami personnel de Félix Garcin, parvient au pouvoir, offrant même, sans succès il est vrai, le portefeuille de l'Agriculture à ce dernier. En fait plusieurs éléments se conjuguent. Il y a l'explication que nous qualifions d'officielle. Il n'est qu'un moyen de surmonter la crise économique (perçue dès le début à l'Union), offrir un front commun agricole devant les pouvoirs publics. Pour ce faire, les dirigeants de l'Union participent à la réforme de la Confédération Nationale des Associations Agricoles, (C.N.A.A.), lui octroyent une aide financière importante et lui délèguent leur pouvoir de représentation. Mais, à notre sens, la cause de la perte du pouvoir de pression est plus profonde : elle est due à un changement dans l'Union même. L'analyse de l'organigramme du Conseil de l'Union montre une cassure en 1930. Une nouvelle génération remplace celle des grands notables. Elle se compose de trois catégories sociales : des aristocrates déclinants, souvent ruinés par la Crise et les partages succes-

soraux, de gros propriétaires exploitants non nobles et enfin les « jeunes turcs », Ces derniers, jeunes gens sans fortune qui, pour la plupart, participent à la création ou à l'animation de la J.A.C., tel Claudius Delorme ou Maurice Genevrey, contestent l'Union. L'esprit social du Sud-Est leur semble archaïque et la politique de pression peu efficace. Durant ces quatre années, Félix Garcin travaille à endiguer cette contestation. Dès lors ses voyages à Paris s'espaçent, d'autant plus que son appétit d'activités trouve matière dans les nouvelles Chambres d'Agriculture où l'Union du Sud-Est pénètre avec une étonnante force. Les Chambres d'Agriculture (régionales et départementales) sont toutes aux mains de l'Union dans les dix départements de sa circonscription.

En 1935, en plaçant son action sous le sceau du corporatisme, Félix Garcin rétablit son autorité sur l'Union. Ce qui lui permet de reprendre sa politique de pression économique à Paris. En concédant au groupe des jeunes Turcs des réformes sociales importantes, il redonne à l'Union sa cohésion des années vingt. Mais à époque nouvelle, politique nouvelle. Les conversations entre P.E. Flandin et Félix Garcin, ne donnent aucun résultat ; alors, le Conseil de l'Union, à l'unanimité, décide d'organiser une politique nouvelle. La pression doit désormais partir de la base. Ainsi, à la fin de 1935 et au début de 1936, l'Union organise un référendum, où les syndicats locaux s'expriment sur un programme économique, social et politique. Ce programme est soumis aux candidats aux législatives de 1936; celui qui l'accepte est intronisé par les syndicats locaux, candidat de l'Union. Cette pratique originale est un échec politique presque total sur le plan local. Avec le Front Populaire le dialogue est impossible, et l'Union se confine alors dans une réaction exacerbée. Toutes les décisions du Front Populaire sont mises au pilori dans « l'Agriculteur du Sud-Est ». Que le dialogue avec les pouvoirs publics soit inexistant, cela ne signifie pas que le groupe de pression régional qu'est l'Union soit inactif. Au contraire, par son action sur l'opinion régionale agricole, il nous semble avoir une grande influence. S'il n'obtient rien des pou-

voirs publics, il contribue par son action au Sénat, à la chute des gouvernements Blum. En 1938, avec l'arrivée du gouvernement Daladier, l'Union retrouve son audience auprès des pouvoirs publics. Cette audience se décuple avec l'arrivée en Juin 1940 du gouvernement Pétain. L'Union qui est partie prenante des grandes options morales et économiques de Vichy - corporatisme, régionalisme, retour à la terre - devient alors un groupe de pression officialisé. Ainsi à la fin de 1941 et au début de 1942, les autorités nommées par le Maréchal Pétain pour organiser la corporatisme dans la région du Sud-Est sont des membres de l'Union.

o

o                    o

L'on ne peut conclure, car un seul volet de la recherche vient d'être entrouvert. Toutefois nous pouvons dès aujourd'hui insister sur certains points qui caractérisent le syndicalisme agricole dans la région Rhône-Alpes et contredisent assez largement certaines idées établies.

1) Dans l'Entre-deux-Guerre, le syndicalisme agricole n'est pas atrophié par les affrontements entre «radicaux» et «marquis». C'est un syndicalisme d'une grande vitalité.

2) Il convient de nuancer fortement l'idée selon laquelle, au sortir de la guerre les grands notables font preuve d'une somnolence caractérisée. Au contraire l'exemple régional montre de grands notables actifs, dynamiques, audacieux, mais leur action est au service du conservatisme économique, social et politique.

3) La génération montante en 1930 est moins celle des gros exploitants sortis des écoles supérieures d'agriculture, que celle des jeunes gens qui forment la J.A.C. et sont issus du groupe des petits et moyens propriétaires

exploitants.

4) Le groupe de pression régional étudié ne répond pas au schéma présenté dans la remarquable étude de M. Roussillon sur l'A.G.P.B. Selon lui, le groupe de pression agricole s'élabore au cours de la transformation d'un groupe agricole revendicatif et contestataire en un groupe de gestion et de co-gestion. Ce qui est vrai pour l'A.G.P. B., ne s'applique pas à l'Union du Sud-Est où le processus est inverse.

Enfin nous pensons que cette étude ne peut être qu'une partie d'un ensemble plus vaste, qui appelle l'étude plus détaillée de l'implantation locale de l'Union, et du comportement de la « base », ainsi que l'étude des syndicats d'ouvriers agricoles et l'étude des autres Unions régionales.

=====